HAL open science

L'incitation aux changements de comportements

Frédérick Lemarchand

To cite this version:

Frédérick Lemarchand. L'incitation aux changements de comportements. Quelles solutions face au changement climatique ?, CNRS éditions, pp.47-53, 2015, 978-2-271-08924-3. hal-01928705

HAL Id: hal-01928705

https://hal.science/hal-01928705v1

Submitted on 20 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

L'incitation aux changements de comportements

Frédérick LEMARCHAND, socio-anthropologue à l'Université de Caen, Codirecteur du Pole risques-MRSH/CNRS. Chercheur au Centre d'études et de recherche sur les risques et les vulnérabilités (CERREV).

L'incitation au changement, qu'il s'agisse du mode de vie ou du comportement, n'est pas nouvelle. On pourrait même affirmer que l'avènement de la société de consommation, dont la conséquence est aujourd'hui la destruction des ressources et des biens, repose entièrement sur la possibilité d'inciter les consommateurs à adopter le comportement attendu, c'est-à-dire *désirer* la marchandise, à la fois en soi (l'objet technique) et pour soi (celle que l'autre n'a pas). Nous pouvons également affirmer que cette entreprise, combinant production de masse, publicité, promotion des certaines valeurs individualistes, appuyée sur une conception cornucopienne du monde, c'est-à-dire une vision optimiste de ce dernier offrant des ressources illimitées pour satisfaire des besoins également illimités, a plutôt réussi,… au détriment de la durabilité desdites ressources et du système économique qui l'a engendrée.

La tentation est alors grande de se tourner vers la psychologie sociale, voire comportementale, pour construire une approche empirique et simpliste du problème, ce qui se traduit le plus souvent par la mise en œuvre de logiques de communications, à caractère plus ou moins pédagogiques et parfois même infantilisant, qui mettraient les citoyens sur la voie des « bonnes pratiques ». Mais cette approche béhavioriste et mécaniste – donc réductionniste – a ses limites, comme la sociologie a pu le mesurer dans le domaine de la gestion des risques par exemple. Si, dans la plupart des cas, ces politiques incitatives ne fonctionnent pas ou mal, ce n'est pas tant parce que les populations concernées n'ont pas compris les enjeux et ne *peuvent* pas changer, mais parce qu'elles ne le *veulent* pas. De nombreux exemples comme la difficulté à lutter contre le sida en Afrique face à des pratiques culturelles bien enracinées ou encore celle des politiques de prévention des risques industriels au travail en attestent, depuis l'agriculteur qui refuse de porter la tenue de protection lorsqu'il vaporise des pesticides afin de sauver la face devant ses voisins à l'ouvrier qui manipule des produits dangereux sans gants considérant que la peau fait office de protection (il portera des gants lorsque celle-ci sera mutilée). L'externalisation de très nombreux déterminismes qui sous-tendent les actions telles que la nature des relations sociales et des institutions qui traversent l'individu, les enjeux de nature symbolique ou encore l'existence d'imaginaires sociaux (comme celui du productivisme), oblitèrent le plus souvent les politiques sectorielles qui visent à produire des changements de comportements, comme le fait d'utiliser moins de ressources (eau, énergie). Faire changer les pratiques signifie donc, notamment dans le cas du développement durable, que l'on doit non seulement s'interroger sur ce qui est en jeu en termes d'avantages à gagner, mais aussi sur ce à quoi un individu ou groupe d'individus est prêt à renoncer - ou pas ! Cette question ne fait sens que si elle est ressaisie dans une *histoire* (et

des éléments de cette histoire qui pourraient influencer positivement ou négativement la possibilité pour une population donnée de choisir ou non le changement) et comprise dans sa dimension collective (prenant donc en compte les formes et stratifications sociales, les interactions entre individus et groupes d'individus...).

L'idée de produire des changements de comportements, et donc des effets sur l'environnement par la consommation et/ou le marché, pose le même problème. Comme l'avait identifié Michèle Dobré, sociologue des modes de vie, il existe au moins trois types d'incohérences écologiques en matière de consommation. Premièrement les produits dits «écologiquement durables» ne sont pas ou peu disponibles sur le marché qui continue à entretenir l'obsolescence programmée et le gaspillage (ce fut le cas des panneaux solaires dans les années 80-90) ou demeurent non compétitifs économiquement (produits issus de l'agriculture biologique) ; deuxièmement, on relève d'importantes contradictions personnelles liées à un hédonisme consumériste, lui-même lié au revenu, qui nous engage à consommer bien au-delà des besoins vitaux et surtout, de l'équilibre écologique (si l'humanité vivait comme un américain moyen il lui faudrait huit fois la terre pour satisfaire ses besoins et un européen, quatre…) ; enfin, une troisième contrainte type et plus difficile à dépasser, que l'on nomme l'*interdépendance des usages*, renvoie à son tour au social, à l'être-ensemble, où se jouent des mécanismes complexes et où se rejoignent et se renforcent mutuellement des facteurs systémiques. Ainsi, l'oubli de cet impensé des politiques publiques que sont les conditions et les genres de vie se heurte, comme le montrent les exemples suivants, à ce qui apparaît – peut-être à tort – comme une résistance passive au changement.

Pourquoi changer ? Le cas de la réhabilitation des conditions de vie après Tchernobyl.

Considérant que Tchernobyl préfigure la situation catastrophique de demain par la production d'une situation durable et irréversible de crise écologique, nous tenterons d'en extraire quelques leçons (*Les silences de Tchernobyl*). Suite à l'accident du 26 avril 1986, une politique de relogement massive a été décrétée par les autorités afin de mettre les population la plus touchée à l'abri et, bien plus tard dans les années 90, de nombreux programmes « pilotes » ont vu le jour afin d'inciter les habitants des zones contaminées à changer leurs habitudes alimentaires. Ni l'un ni l'autre n'ont donné les résultats escomptés et toutes ces mesures se sont heurtées, plus ou moins violemment, à une résistance au changement à laquelle nous donnerons une valeur heuristique. Synthétiquement, une large part des habitants des zones contaminées a choisi de rester vivre dans son territoire, en conservant peu ou prou ses habitudes et si possible son mode de vie, tandis que ceux qui étaient partis sont, pour une part, revenus vivre là où ils vivaient avant l'accident (comme à Fukushima aujourd'hui). Par ailleurs, les politiques d'éducation à la santé incitant les habitants à changer d'habitudes alimentaires se sont heurtées aux mêmes résistances. Qu'avaient-elles, l'une et l'autre, oublié ? Précisément que la

question du relogement n'est pas qu'une question spatiale (il suffit de déplacer la population) mais d'ancrage territorial regardant toutes les dimensions de l'existence, à tel point que le problème, pour les Tchernobyliens, n'était pas la contamination mais le relogement lui-même. De la même manière, les programmes pilotes « pédagogiques » incitant aux changements de comportements avaient oublié que, dans une économie de subsistance, l'alimentation est liée à des pratiques traditionnelles (pêche, chasse, cueillette, culture des jardins) qui sont la culture du groupe au sens ethnologique. Enfin, Tchernobyl nous aura appris, outre l'importance de la confiance accordée dans l'institution qui prône le changement, que l'on ne peut envisager de demander à une population de *renoncer à* ses habitudes et ses pratiques sans introduire une contrepartie acceptable. Ici, la politique de gestion post-accidentelle se contentait de produire une suite de prescriptions négatives sans espoir de mieux être dans la vie quotidienne : le choix fut vite opéré par les habitants qui ont conservé leur mode de vie… au prix d'un déni des enjeux sanitaires. Ces questions se retrouveront à grande échelle avec la perspective de déplacement de populations lié au changement climatique. Les premières analyses prospectives du Pentagone remontent au début des années 90, et il y a fort à parier que la question des « réfugiés climatiques » sera l'une des grandes questions géopolitiques du siècle à venir.

La peur peut-elle constituer un moteur du changement social ?

La conviction que la question environnementale oblige à repenser les politiques de développement des territoires est partagée par de nombreux acteurs à travers le monde : chercheurs, analystes, agents de développement. On peut toutefois considérer que, pour l'instant, les changements globaux nécessaires au maintien de la vie humaine sur terre ne sont pas survenus, du point de vue des grandes politiques de développement publiques et privées, comme de celui des modes de vie dans les pays les plus riches. Il faut dire qu'en dépit du catastrophisme propre à notre époque – car nous ne pouvons pas dire que nous ne *savons* pas si l'on considère la masse d'indicateurs (et d'alertes) qui circulent désormais autour de nous jusqu'à constituer une sorte de *milieu ambiant* – nous nous heurtons à deux difficultés majeures quant à notre possibilité d'appréhender concrètement la situation, pour la transformer en enjeu collectif de structure sociale. La première est liée au fait qu'une grande partie des dangers (et/ou des risques potentiels) que sont les pollutions, les dégradations de la nature, l'épuisement des ressources énergétiques et autres matières premières, mais aussi l'ensemble des substances qui agissent subrepticement sur la santé des humains et sur les équilibres des écosystèmes en mettant en péril la biodiversité (perturbateurs endocriniens), ne sont pas perceptibles et fonctionnent à « bas bruit ». Ces signaux faibles, que G. Anders nommaient *infraliminaires*, échappent à nos sens et limitent notre capacité à réagir, à faire des choix rationnels éclairés par une expérience. Lorsque le mal se produit, individuel ou collectif, il est déjà trop tard. Si l'on ajoute à cela que certaines conséquences sont géographiquement éloignées comme l'accroissement des déserts ou l'élévation de la température aux pôles, sont différées dans le temps comme la fin du plateau du « peak oil » à partir duquel nous entrerons en déplétion pétrolière, et enfin sont indéterminées comme les effets systémiques du

l'activité humaine sur le vivant et la biodiversité, nous ne pouvons plus concevoir qu'un changement des comportements pourrait être uniquement basé sur le constat empirique de l'existence de contradictions qui conduirait à une prise de conscience immédiate et qui mènerait à son tour à l'action. L*'infraliminarité* des problèmes environnementaux, qui constitue le plus puissant moteur du déni de réalité, doit nous questionner sur l'espoir fondé par Hans Jonas sur le rôle de la peur dans la fondation d'une éthique pour les sociétés technoscientifiques, une peur devenue « bonne conseillère ». Comment avoir peur de ce que nous ne sentons pas, de ce dont nous ne connaissons presque rien ?

La question s'enrichit encore, et nos espoirs s'envolent, si l'on considère, toujours avec G. Anders, que les phénomènes écologiques déclenchés par l'homme – et surtout l'homme moderne occidental - échappent aussi à notre conscience par leur caractère *supraliminaire*, c'est-à-dire par le fait qu'ils sont « trop grands ». Le changement climatique appartient à ce genre d'événements, comme la menace de guerre nucléaire totale et la menace d'extinction des espèces qui se profile, en ce qu'ils dépassent littéralement nos capacités d'imagination de par l'ampleur et l'échelle temporelle de leurs conséquences. « *Nous sommes en train de refermer la parenthèse de stabilité climatique que nous connaissons depuis la fin du dernier âge glaciaire, il y a plus de 10 000 ans, sans savoir si elle reviendra jamais* » analysent D. Bourg et K. Witheside, avant d'ajouter « *les pertes de biodiversité que nous occasionnons exigeraient des millions d'années pour être comblées* ». C'est donc l'*hubris*, la démesure des processus que nous avons déclenchés – plutôt que des risques que nous aurions produits et que nous serions censés maitriser – qui entrave notre faculté de compréhension (*verstehen*) de ce que nous faisons (*herstellen*) et par conséquent la prise de conscience du mal moral qui se loge dans nos acticités quotidiennes les plus banales (G. Anders, *L'Obsolescence de l'homme*).

Catastrophisme ou renouveau démocratique ?

Deux auteurs ont tenté de répondre à la question du « que faire », une fois dressé le constat de notre difficulté à envisager le pire. Rétablir notre responsabilité – c'est-à-dire à devoir un jour ou l'autre *rendre des comptes* aux générations futures – passe, pour le philosophe D. Bourg, par un renouveau des instituions démocratiques. Notre attentisme face à la catastrophe serait alors lié à une inadaptation des institutions démocratiques à la nature des problèmes écologiques contemporains. C'est selon lui en refondant notre sens du bien commun que nous pourrons, seulement, espérer un changement global de politique, au sens du gouvernement des comportements individuels, en élargissant le processus représentatif existant de manière à redéfinir les droits et les devoirs de chacun (à l'égard des générations futures par exemple), du niveau national à celui de la gouvernance mondiale. Le philosophe Jean-Pierre Dupuy (*Pour un catastrophisme éclairé*) considère quant à lui que nous ne pouvons plus nous contenter d'envisager le pire comme une « simple éventualité » pour le prévenir efficacement. L'idée du « risque » comme possibilité et son corolaire, la « précaution », ne suffisent plus dans la mesure où nous continuons à décider pour le présent dans l'incertitude des conséquences

futures. Il nous faut nous doter d'une nouvelle perspective temporelle pour envisager le destin apocalyptique de l'humanité, c'est-à-dire la catastrophe de notre autodestruction, comme une certitude. S'appuyant sur l'exemple de la dissuasion nucléaire, Jean-Pierre Dupuy propose une réflexion fondamentale sur le changement d'attitude vis-à-vis de l'avenir qui devrait être le nôtre si nous ne voulons pas sombrer dans la catastrophe réelle. Le *catastrophisme éclairé*, proposition pour une nouvelle métaphysique du temps, vise à nous faire sortir de notre aveuglement face à la possibilité de la survenue de la catastrophe, en la tenant pour certaine… afin de mieux l'éviter. Au final, nous pourrions considérer que si la proposition philosophique de J.-P. Dupuy trouvait à s'inscrire dans celle, politique, de D. Bourg, les conditions requises pour un changement global d'orientation des politiques et des pratiques individuelles seraient peut-être réunies.

Bibliographie

Ackerman G., Les silences de Tchernobyl, l'avenir contaminé. Autrement, 2006.

Anders G., L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle. Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2001.

Bourg D., Witheside K., Vers une démocratie écologique, Seuil, 2010.

Dobré M. et alii, Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie. L'Harmattan, 2009.

Jonas H., Le principe responsabilité, Editions du Cerf, 1992.